

*Initiatives ministérielles*

pas que j'obtiendrai de réponses. Je ne vois pas pourquoi je m'acharne à en réclamer.

Cette disposition est également spéciale à un autre point de vue. Pour favoriser les riches, les députés du parti au pouvoir ont prévu certaines dispositions spéciales. La disposition de récupération n'est pas la seule décision que les conservateurs ont prise à l'égard des gens qui, dans l'ensemble, touchent des prestations de vieillesse et des allocations familiales. Ils ont également réservé un traitement spécial à un autre segment de la population, et je peux parler ici des mieux nantis.

En 1981, le gouvernement précédent a réduit le taux d'impôt progressif sur le revenu, c'est-à-dire le taux marginal appliqué aux contribuables appartenant à la tranche fiscale la plus élevée, le faisant passer de 43 à 34 p. 100. Les conservateurs s'étaient sans doute opposés à cette décision, à l'époque.

En 1987, les conservateurs ont présenté un projet de loi qui réduisait ce taux de 34 à 29 p. 100. On récupère la pension de vieillesse de tous, des pauvres et des personnes à revenu moyen comme des plus riches. Disons que c'est juste. On reprend l'argent de tout le monde. La récupération est en fait échelonnée de manière à favoriser les catégories inférieures de revenu pendant un certain temps.

Mais tout bien calculé, la récupération et le cadeau que l'on fait aux gros revenus en abaissant le taux marginal, il reste en moyenne, à la fin de l'année, 3 770 \$ de plus dans les poches du 1 p. 100 supérieur des contribuables. La récupération ne les dérange pas parce qu'ils ont quand même presque 4 000 \$ de plus. Voilà le traitement de faveur que prévoit le budget, pas seulement cette mesure législative. Les autres dispositions budgétaires et le recouvrement ont pour effet net de placer ceux du haut de l'échelle des revenus dans une situation plus avantageuse qu'avant la première victoire des conservateurs. Par ailleurs, la situation des travailleurs pauvres et des personnes à revenu moyen se détériore.

Il est injuste de faire combler par 80 p. 100 de la population le manque à gagner occasionné par l'abaissement des taux marginaux dont bénéficient ceux qui ont 100 000 \$ de revenu net et plus. C'est tout à fait injuste. C'est typiquement tory, mais ce n'est pas juste.

Pourquoi privilégier le revenu des riches en matière de gains de capital, ce dont mon collègue a parlé plus tôt? Aucun impôt ne frappe les gains de capital cumulatifs jusqu'à 100 000 \$. Cela ne concerne pas les pauvres. Cela ne concerne pas les travailleurs pauvres. Cela ne concerne pas les contribuables à revenu moyen.

Je voudrais parler de l'exemption des résidences. L'exemption d'une résidence de 100 000 \$ est peut-être une bonne chose, mais elle s'applique aussi à une résidence de 1 million. Même là, il n'y a pas d'équité, de progression.

Pourquoi privilégier le revenu d'investissement? Là encore, il y a traitement particulier, pas celui qui aide les petits revenus, mais un traitement de faveur pour les bien nantis qui tirent un revenu de leurs placements. Ils bénéficient de taux spéciaux d'impôt qui sont moins élevés en moyenne que ceux qui frappent le revenu que gagnent les travailleurs à la sueur de leur front.

Il y a des taux spéciaux pour les sociétés. Pourquoi un impôt sur les grandes sociétés est-il aussi prévu dans ce budget pour faire payer des impôts à quelque 3 200 sociétés qui n'en payaient pas avant, mais en laissant échapper au fisc 60 000 grosses sociétés rentables? Si le gouvernement en attrape 3 200 et en laisse filer 60 000, alors qu'il aurait pu concevoir une mesure législative qui lui aurait permis d'imposer les 64 000, c'est qu'il cherche à protéger ses amis. Il ne semble pas y avoir d'autre choix.

Je comprends que le gouvernement ait besoin d'argent. Il y a eu des compressions dans les dépenses dont on s'est plaint, dont on se plaint toujours et dont on se plaindra encore. Il y a un énorme déficit qui a augmenté de quelque cinq milliards cette année. Même si l'on prévoit qu'il baissera dans l'avenir, le déficit était censé diminuer cette année aussi, à en croire les prévisions du ministre des Finances. Personne ne croit vraiment qu'il sait ce qui va se passer d'ici deux, trois, quatre ou cinq ans, alors qu'il n'a même pas pu dire ce qui allait arriver demain.

Nous savons que le gouvernement a besoin d'argent pour réduire le déficit, pour l'effacer et même, pour s'attaquer à la dette accumulée. Il y a des façons justes d'obtenir cet argent. Nous avons discuté de ces méthodes. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans le détail des